Rapport sur la situation financière au 31 décembre 2012 du Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs[1]

Mai 2013

1. Introduction

Par sa résolution 58/14, adoptée en novembre 2003, l'Assemblée générale a créé le Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (Accord sur les stocks de poisson de 1995), en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Elle a également décidé que le Fonds serait administré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Fonctionnant depuis le 19 avril 2005[2], le Fonds est administré conformément à ses statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres règles applicables.

2. Contributions au Fonds d'assistance

L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont continué de lancer des appels à contributions en faveur du Fonds dans des instances internationales, dont l'Assemblée générale des Nations Unies et le Comité des pêches de la FAO, ainsi que sur le site Web du Fonds[3].

Au 31 décembre 2012, les Gouvernements de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de l'Islande, du Liban, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande, qui sont parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, avaient versé au Fonds des contributions d'un montant total de 1 467 455 dollars. Le tableau 1 indique le montant de leurs versements et les intérêts perçus sur ces sommes (49 036 dollars). Au 31 décembre 2012, le montant total des encaissements du Fonds s'élevait à 1 516 491 dollars. En 2012, aucune contribution n'a été versée.

---

[1] Le présent rapport a été établi en application du paragraphe 22 des Statuts du Fonds d'assistance créé au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs.

[2] Compte MTF/GLO/124/MUL, « Accord de 1995 sur les stocks de poissons – Partie VII – Fonds d'affectation spéciale ».

[3] www.un.org/Depts/los/convention_agreements/fishstocktrustfund/fischstocktrustfund.htm. Les contributions doivent être versées sur le compte d'affectation spéciale ouvert par la FAO en application du paragraphe 7 des Statuts du Fonds.

Merci de recycler

Les États, organisations intergouvernementales, institutions financières internationales, institutions nationales, organisations non gouvernementales et les particuliers et personnes morales souhaitant contribuer au Fonds d'assistance sont invités à verser leurs contributions sur le compte bancaire de la FAO dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

Banque : HSBC New York
Adresse : 452 Fifth Avenue, New York, NY 10018, États-Unis d'Amérique
Numéro de compte : 000156426
Code Swift/BIC : MRMDUS33
Code ABA/code banque : 021001088
Projet : MTF/GLO/124/MUL

3. Demandes d'assistance adressées au Fonds

L'ONU et la FAO ont fait largement connaître l'existence et l'objet du Fonds, notamment par voie électronique, à l'occasion de rencontres internationales et d'échanges avec des organismes régionaux de gestion des pêches. En 2012, 34 demandes de prise en charge de frais de voyage ont été reçues, dont 30 ont été approuvées (les voyages de cinq candidats ont été annulés parce que la réunion a été annulée ou qu'ils ne pouvaient pas se déplacer). Deux demandes ont été rejetées parce qu'elles ne respectaient pas le préavis d'un mois fixé par les Statuts. Deux autres n'ont pas été approuvées, dont une parce qu'elle avait été déposée par un État qui n'était pas partie à l'Accord sur les stocks de poissons. Le nombre total de demandes de prise en charge de frais de voyage a été plus élevé en 2012 (34) qu'en 2011 (27), soit une hausse de 26 %.

Le tableau 2 présente le détail des dépenses engagées au 31 décembre 2012 par objet visé à l'article 14 des Statuts, ainsi que les frais administratifs (art. 21).

En 2012, le Fonds a engagé des dépenses d'un montant total de 193 031 dollars, qui se répartissent comme suit :

- 75 % des dépenses ont servi à faciliter la participation aux réunions techniques et annuelles d'organes et organismes régionaux et sous-régionaux de gestion des pêches (Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique Sud, Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest et Commission des pêches du Pacifique occidental et central) (al. a) de l'article 14 des Statuts du Fonds);
- 21 % des dépenses ont servi à faciliter la participation aux réunions d'organisations internationales (Comité des pêches de la FAO) (al. b) de l'article 14 des Statuts);
- 3 % des dépenses ont financé la participation à des réunions consacrées au renforcement des capacités quant à la responsabilité de l'État du pavillon, au suivi, au contrôle et à la surveillance, à la collecte de données et à la recherche scientifique au niveau national ou régional (al. d) de l'article 14 des Statuts);
- 1 % des dépenses a été consacré à des frais administratifs, dont les frais d'assurance obligatoire de la FAO, la rémunération des heures supplémentaires pour le traitement des demandes, l'élaboration des protocoles d'accord de la FAO et des frais d'administration de 6 % pour certains projets.

4. Groupe d'experts

Le Groupe d'experts ne s'est pas réuni en 2012.

5. Ventilation par État partie des frais de voyage pris en charge

Le tableau 3 présente la ventilation des frais de voyage pris en charge pendant la période 2006-2012, par État partie et par type de dépense (selon les catégories définies à l'article 14 des Statuts du Fonds). Le nombre d'États parties à avoir bénéficié d'aides a fortement augmenté en 2012, passant de 9 (en 2011) à 16. En conséquence, le volume de l'aide a plus que triplé par rapport à 2011, se chiffrant à 190 664 dollars.

6. Solde du Fonds d'assistance

Au 31 décembre 2012, le solde du Fonds d'assistance s'élevait à 341 472 dollars (voir les tableaux 1 et 2).

7. Conclusion

Depuis que le Fonds a commencé de fonctionner en 2006 jusqu'au 31 décembre 2012, 65 % des dépenses ont servi à financer la participation des parties à l'Accord à des réunions des organisations régionales de gestion des pêches et à des réunions d'organes ou d'organismes à vocation mondiale; 8 % des dépenses ont servi à faciliter la participation des parties à des négociations en vue de l'établissement de nouvelles organisations régionales de gestion des pêches; 24 % ont été consacrés au renforcement des capacités; enfin 3 % ont servi à couvrir les frais administratifs et connexes (tableau 2).

Le Fonds a été mis sur pied et est administré conformément à ses statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres textes applicables. L'ONU et la FAO encouragent les États, les organisations intergouvernementales, les institutions financières internationales, les institutions nationales, les organisations non gouvernementales et les particuliers et personnes morales à verser des contributions volontaires au Fonds. Elles souhaitent que le Fonds d'assistance continue d'être suffisamment alimenté pour que les activités d'appui à la mise en œuvre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 puissent se poursuivre.

Tableau 1
Recettes au 31 décembre 2012
(En dollars des États-Unis)

Numéro	*Donateur*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*	*2009*	*2010*	*2011*	**Total**	*Remarques*
1.	États-Unis	200 000	0	0	15 000	0	0	0	0	**215 000**	Fonds reçus en juin 2004 et septembre 2007
2.	Islande	0	50 000	0	0	0	0	0	0	**50 000**	Fonds reçus en avril 2005
3.	Norvège	0	98 179	0	0	0	0	96 798	0	**194 977**	Fonds reçus en mai 2005 et août 2010
4.	Canada	0	0	64 230	389 948	0	0	0	0	**454 178**	Fonds reçus en mars 2006 et mai 2007
5.	Liban	0	0	0	0	0	2 000	0	0	**2 000**	Fonds reçus en juillet 2009
6.	Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	19 500	0	0	**19 500**	Fonds reçus en juillet 2009
7.	Australie	0	0	0	0	0	0	0	531 800	**531 800**	Fonds reçus en juillet 2011
	Montant total des contributions	**200 000**	**148 179**	**64 230**	**404 948**	**0**	**21 500**	**96 798**	**531 800**	**1 467 455**	
	Intérêts	0	6 249	14 725	21 567	4 102	1 485	262	189	**48 579**	
Total		**200 000**	**154 428**	**78 955**	**426 515**	**4 102**	**22 985**	**97 060**	**531 989**	**1 516 034**	

Tableau 2

Dépenses au 31 décembre 2012[4]

(En dollars des États-Unis et en pourcentage du total)

Article des Statuts[5]	*Catégorie de dépenses*	*2006 (pourcentage)*	*2007 (pourcentage)*	*2008 (pourcentage)*	*2009 (pourcentage)*	*2010 (pourcentage)*	*2011 (pourcentage)*	*2012 (pourcentage)*	**Montant total des dépenses (pourcentage)**
14 a)	Dépenses liées à la participation aux réunions ou autres activités d'organisation ou arrangements régionaux de gestion de la pêche	20 421 (31)	30 657 (52)	51 596 (35)	78 370 (18)	131 297 (63)	51 939 (85)	145 408 (75)	**509 688 (43)**
14 b)	Dépenses liées à la participation des réunions organisées sur le thème de la haute mer par des organisations mondiales	45 729 (68)	3 862 (7)	59 702 (41)	74 488 (17)	30 740 (15)	5 120 (8)	40 090 (21)	**259 731 (22)**
14 c)	Réunions en vue de l'établissement d'organisations ou d'arrangements internationaux de gestion de la pêche, de la renégociation d'accords ou du renforcement des organisations existantes	0 (0)	23 347 (40)	22 980 (16)	43 197 (10)	0 (0)	0	0	**89 524 (8)**
14 d)	Renforcement des capacités quant à la responsabilité de l'État du pavillon, au suivi, au contrôle et à la surveillance, etc.	0 (0)	0 (0)	8 775 (6)	47 771 (11)	0 (0)	0	5 166 (3)	**61 712 (5)**
14 e)	Promotion des échanges d'informations et de données d'expérience	0	0	0	0	0	0	0	**0**
14 f)	Appui à la mise en valeur des ressources humaines, à la formation technique, etc.	0	0	0	182 340 (41)	37 354 (18)	0	0	**219 694 (19)**
14 g)	Règlement des différends	0	0	0	0	0	0		**0**
21	Frais administratifs (heures de travail et frais d'assurance et d'administration pour certains projets)	867 (1)	1 106 (2)	2 642 (2)	14 621 (3)	8 741 (4)	4 326 (7)	2 367 (1)	**34 670 (3)**
	Total (pourcentage)[6]	**67 017 (100)**	**58 972 (100)**	**145 695 (100)**	**440 787 (100)**	**208 132 (100)**	**61 385 (100)**	193 031 (100)	**1 175 019 (100)**

[4] Il n'y a eu aucune dépense en 2004 et 2005.

[5] Articles pertinents des Statuts du Fonds.

[6] Certains des pourcentages ayant été arrondis, leur total peut ne pas être égal à 100.

Tableau 3
Prise en charge de frais de voyage au 31 décembre 2012 (par État partie)
(En dollars des États-Unis)

		Alinéa pertinent de l'article 14[7]					
Année	*Pays*	*a)*	*b)*	*c)*	*d)*	*f)*	**Total**
2006	Afrique du Sud	2 868					**2 868**
	Fidji		3 967				**3 967**
	Guinée		6 394				**6 394**
	Îles Marshall		4 855				**4 855**
	Maldives		3 063				**3 063**
	Maurice		6 073				**6 073**
	Namibie	5 580	3 520				**9 100**
	Nioué	8 203					**8 203**
	Sainte-Lucie		2 553				**2 553**
	Samoa		6 300				**6 300**
	Sénégal		3 195				**3 195**
	Uruguay	3 769	5 810				**9 579**
Total pour 2006		**20 421**	**45 729**				**66 150**
2007	Afrique du Sud	4 606					**4 606**
	Belize	1 754					**1 754**
	Guinée	3 849					**3 849**
	Îles Cook			4 665			**4 665**
	Îles Marshall	2 963					**2 963**
	Micronésie (États fédérés de)			12 058			**12 058**
	Nioué	6 945		6 623			**13 568**
	Samoa		-200				**-200**
	Sénégal	5 609	4 062				**9 671**
	Uruguay	4 932					**4 932**
Total pour 2007		**30 657**	**3 862**	**23 347**			**57 866**
2008	Îles Cook	3 027	3 027	8 735			**14 790**
	Îles Marshall	7 732	10 166				**17 898**
	Kiribati	5 966					**5 966**
	Maldives		4 300				**4 300**
	Micronésie (États fédérés de)	4 429		9 269			**13 698**
	Nauru	4 182	4 182				**8 363**
	Nioué			4 976			**4 976**
	Palaos	2 311					**2 311**
	Samoa	2 675	7 051				**9 726**
	Sénégal	12 354	4 856				**17 211**
	Seychelles		7 504		4 756		**12 260**
	Tonga	2 906	11 130				**14 036**

[7] Pour la classification des dépenses, voir le tableau 2.

		Alinéa pertinent de l'article 14[7]					
Année	*Pays*	*a)*	*b)*	*c)*	*d)*	*f)*	**Total**
	Uruguay	6 013	7 486		4 019		**17 518**
	Total pour 2008	**51 596**	**59 702**	**22 980**	**8 775**		**143 053**
2009	Guinée		4 544				**4 544**
	Îles Cook		5 288				**5 288**
	Îles Marshall	6 449					**6 449**
	Kiribati		14 885	5 726			**20 612**
	Micronésie (États fédérés de)	44					**44**
	Mozambique		4 218				**4 218**
	Namibie		3 242				**3 242**
	Nioué	3 804					**3 804**
	Samoa	3 968	5 375				**9 343**
	Sénégal	13 334	19 603				**32 937**
	Seychelles	3 583	11 879				**15 462**
	Tonga	12 523	5 454	5 397			**23 374**
	Tuvalu	16 451					**16 451**
	Uruguay	18 213					**18 213**
	Total pour 2009	**78 370**	**74 488**	**11 123**			**163 981**
2010	Afrique du Sud	5 821					**3 436**
	Fidji		4 542			1 394	**5 936**
	Îles Cook	11 832					**11 832**
	Inde		3 160				**3 160**
	Kiribati	4 419				3 300	**7 719**
	Mozambique		4 999				**4 999**
	Namibie	5 459					**7 844**
	Nauru					3 759	**3 759**
	Nigéria	13 189					**13 189**
	Nioué	17 562					**17 562**
	Palaos	3 595					**3 595**
	Samoa	8 293	9 140				**17 432**
	Sénégal	17 026	4 065				**21 091**
	Seychelles	4 738	4 835				**9 573**
	Tonga	18 935					**18 935**
	Tuvalu	13 694					**13 694**
	Uruguay	6 734					**6 734**
	Total pour 2010	**131 297**	**30 740**	**0**	**0**	**8 453**	**170 490**
2011	Afrique du Sud	1 322					**1 322**
	Îles Cook	6 849					**6 849**
	Micronésie (États fédérés de)	1 497					**1 497**
	Namibie	4 443					**4 443**
	Samoa	6 498					**6 498**

		Alinéa pertinent de l'article 14[7]					
Année	*Pays*	*a)*	*b)*	*c)*	*d)*	*f)*	**Total**
	Sénégal	8 888					**8 888**
	Tonga	6 469	5 120				**11 589**
	Tuvalu	8 015					**8 015**
	Uruguay	7 958					**7 958**
	Total pour 2011	**51 939**	**5 120**	**0**	**0**	**0**	**57 059**
2012	Afrique du Sud	8 147					8 147
	Guinée	312					312
	Îles Cook	20 049	8 420				28 469
	Kiribati		7 679				7 679
	Micronésie	5 707					5 707
	Namibie	13 685					13 685
	Nauru		8 639				8 639
	Nioué	8 088					8 088
	Palaos	5 055	6 695				11 750
	Samoa	10 954					10 954
	Sénégal	11 305					11 305
	Seychelles	7 880					7 880
	Sri Lanka	8 749					8 749
	Tonga	25 977	8 657		5 166		39 800
	Tuvalu	10 048					10 048
	Uruguay	9 452					9 452
	Total pour 2012	**145 408**	**40 090**		**5 166**		**190 664**
	Total des frais de voyage 2006-2012						**849 263 72%**
	Protocoles d'accord 2008-2012 (tableau 4)						**291 086 25%**
	Frais administratifs 2006-2012 (tableau 2)						**34 670 3%**
	Total des dépenses (tableau 2)						**1 175 019 100%**

Tableau 4
Dépenses au titre des protocoles d'accord
(En dollars des États-Unis)

Protocole d'accord	*Article des Statuts*	*Dépenses*				**Total**
		2009[8]	*2010*	*2011*	2012	
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 228536) – élaboration d'un plan régional d'action en vue de la conservation et de la gestion du requin dans les îles du Pacifique	14 d)	47 771	0	0	0	**47 771**
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 240142) – atelier sur le projet d'organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud : sensibilisation aux rôles et aux responsabilités – capacités et participation des membres de l'Agence	14 c)	32 074	0	0	0	**32 074**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 229962) – atelier de formation : troisième atelier de gestion des données relatives aux thonidés	14 f)	24 205	0	0	0	**24 205**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 232710) – atelier de formation : stocks de thonidés et évaluation du risque écologique	14 f)	49 936	0	0	0	**49 936**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 246282) – ateliers sur les données relatives aux stocks de thonidés (avril 2010) : obligations en matière de notification à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central – évaluation des stocks régionaux	14 f)	40 678	0	0	0	**40 678**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 246338) – ateliers sur l'interprétation et l'utilisation des données relatives à l'évaluation des stocks de thonidés et aux questions liées à l'écosystème et aux prises accessoires (juin 2010)	14 f)	67 521	-25 163	0	0	**42 358**
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 254292) – atelier sur les mesures du ressort de l'État du port (septembre 2010)	14 f)	0	54 064	0	0	**54 064**
Total		**262 185**	**28 901**	**0**	**0**	**291 086**

[8] Une partie des fonds approuvés pour financer des activités prévues pour 2009 a en fait été dépensée en 2010.